

# **Grenelle de l'environnement : ne soyons pas dupes, poursuivons la lutte !**

dimanche 4 novembre 2007, par [GAY Vincent](#), [LCR \(France\)](#) (Date de rédaction antérieure : 1er novembre 2007).

**Alors que tout le monde (médias, industriels, hommes politiques) semble se féliciter des conclusions du Grenelle de l'environnement, il faut savoir raison garder et apprécier à leur juste valeur les mesures annoncées par Sarkozy.**

Les mesures issues du Grenelle de l'environnement pêchent sur de nombreux aspects. La rupture annoncée en matière de transports n'en est pas une. Lorsque le ministre de l'Écologie, Jean-Louis Borloo, dit ne pas vouloir augmenter de façon significative les capacités routières et aéroportuaires, on ne doit pas y voir une alternative au tout-routier. Certes, quelques projets autoroutiers seront peut-être évités... sauf s'ils sont vraiment nécessaires ; les projets en cours se poursuivent et les routes à quatre ou six voies ne sont pas concernées par un arrêt éventuel des constructions routières. De plus, alors qu'on vante la nécessité du fret ferroviaire, le gouvernement ferme 260 gares de fret et rien n'est envisagé pour freiner la croissance des flux de marchandises.

Si des signes encourageants sont envoyés à propos des normes d'isolation des logements, un flou total règne quant à leur financement. À aucun moment le gouvernement ne s'est prononcé en faveur d'investissements massifs. Pour réduire drastiquement la consommation d'énergie et systématiser les énergies renouvelables, il ne suffira pas de supprimer les lampes à incandescence, c'est à un véritable plan de développement des énergies propres qu'il faut s'atteler. Un tel plan ne peut être lancé que dans le cadre d'un service public de l'énergie, débarrassé du nucléaire. Or, l'action principale de Nicolas Sarkozy, en matière d'énergie, est de développer et de vendre le nucléaire, notamment avec le nouveau réacteur EPR, pour le plus grand bonheur de la multinationale Areva.

L'agriculture fait partie des secteurs où les pollutions sont très importantes, qu'il s'agisse des émissions de gaz à effet de serre, des pesticides, des OGM ou de la pollution des eaux. Dans chacun de ces domaines, le gouvernement n'annonce aucune mesure d'ampleur. La culture des OGM est gelée pendant l'hiver... mais la future loi risque de légitimer la coexistence entre les filières OGM et non OGM. Et ce ne sont pas les quelques pourcents d'augmentation des cultures biologiques qui permettront d'inverser la tendance. La FNSEA a obtenu qu'une éventuelle réduction massive de pesticides soit conditionnée à l'existence de solutions alternatives, sous prétexte de ne pas diminuer la compétitivité agricole de la France ; bref, si tout le monde dit être d'accord pour diminuer les pesticides, on ne sait pas quand, ni dans quelle proportion. La préservation des intérêts économiques prime une nouvelle fois sur l'urgence environnementale.

Ne prenons pas la série de mesures gouvernementales, à la portée incertaine, pour une rupture écologique qui favoriserait un autre mode de développement que celui imposé par le capitalisme. L'écologie ne peut être un marchandage sur le mode « je t'échange un peu de nucléaire contre un peu d'énergies renouvelables, ou un peu de bio contre un peu d'OGM ». Il est impossible de satisfaire le Medef et la FNSEA, tout en menant une politique globale cohérente afin de répondre à la crise écologique et combattre les inégalités sociales.

Vincent Gay

\* Paru dans Rouge numéro 2225 du 1<sup>er</sup> novembre 2007.

---

## **Grenelle de l'environnement : Sarkozy, roi de l'esbroufe !**

**LCR**

Tract du 29/10/07

### ***Un joli coup médiatique***

A grands renforts de slogans publicitaires, et avec l'aide de média à sa botte, Sarkozy aura tenté, le temps de quelques semaines, de nous faire croire que sa conversion à l'écologie était réelle. Mais ce n'était qu'un coup de bluff.

### ***Agriculture : vers un agrobusiness***

Au lieu d'interdire toute culture OGM, jusqu'à ce qu'un débat démocratique suivi d'un référendum définisse la politique à suivre sur cette question, Sarkozy préfère « geler » les autorisations de semence OGM, pendant l'hiver (la nature s'en était déjà chargée pour lui), tout en programmant la coexistence des cultures OGM et non OGM... Ce qui est impossible ! La présence de cultures OGM contaminera les autres cultures et, à terme, nous serons condamnés à accepter des OGM dans nos assiettes.

### ***Transport : pilier et point noir du capitalisme***

Au lieu de chercher les moyens d'encourager la relocalisation des productions et la diminution massive du transport routier, de permettre aux travailleurs de se loger à une distance raisonnable de leur lieu de travail, le gouvernement supprime des dizaines de gares, ce qui diminue encore plus les possibilités de transport de marchandises par le rail.

### ***Energie : le nucléaire reste roi***

Sarkozy l'a encore répété, il n'envisage pas de remettre en cause le nucléaire. Pourtant, c'est une fausse solution face au changement climatique. S'attaquer aux émissions de gaz à effet de serre nécessiterait de sortir du nucléaire, afin d'utiliser les fonds publics pour le développement des énergies renouvelables et le financement intégral d'un grand plan de rénovation des logements. Au lieu de ça, Sarkozy dit vouloir inciter les ménages à entreprendre des travaux d'isolation. Mais où a-t-il vu que les ménages disposent de l'argent nécessaire à ces travaux coûteux ? Ignore-t-il que le pouvoir d'achat est aujourd'hui le premier problème dont souffrent les ménages français ?

### ***Beaucoup de bruit pour rien***

Ce qui est présenté comme un grand pas n'est en fait qu'une nouvelle manière qu'a trouvée le pouvoir (politique et économique) pour ne surtout rien faire. Les puissants n'ont que faire de la réalité de la menace écologique. Leur préoccupation première est de trouver une manière de continuer à faire fonctionner le système sans remettre en cause les fondements même de leur

puissance actuelle.

### ***Résistances et alternatives***

Aucune politique écologique digne de ce nom ne pourra faire l'impasse d'une confrontation avec les tenants du capitalisme. Nous ne pouvons donc pas compter sur ce gouvernement pour mettre en œuvre une véritable politique écologique. Ce n'est que logique de la part d'un gouvernement qui prend directement ses ordres au MEDEF. Pourtant, une politique réellement écologique, ne craignant pas de rompre avec le fonctionnement du capitalisme, puisque c'est lui qui nous a menés dans cette impasse, est plus nécessaire que jamais. Mais pour cela, nous ne pouvons compter que sur la mobilisation des travailleurs, jeunes et précaires, puisqu'ils seront les premières victimes des catastrophes écologiques.

Nous revendiquons comme mesures d'urgence :

- un moratoire sur les cultures OGM en plein champ ;
- un moratoire sur toutes les constructions d'autoroutes et d'aéroports afin de réorienter les financements publics vers une véritable politique alternative en termes de transports de marchandises et de développement des transports publics ;
- un moratoire sur toute construction d'incinérateurs de déchets et des mesures pour la réduction des déchets à la source ;
- un moratoire immédiat sur les projets de l'industrie nucléaire et la mise en œuvre d'un plan de sortie du nucléaire mettant la priorité sur les économies d'énergie et le développement des énergies renouvelables.